

La situation économique de l'Allemagne

Après une vague de prospérité de deux ans amenée par l'unification, l'Allemagne traverse aujourd'hui une période de récession. Le secteur manufacturier est le plus gravement touché. Les industries traditionnelles, surtout celle de l'acier, sont tout spécialement frappées.

Ce secteur doit composer avec les pressions résultant de l'intégration de l'industrie est-allemande, de l'achèvement du marché unique, de l'ouverture des marchés communautaires aux importations à bas prix de l'Europe de l'Est, et de l'augmentation du coût de la production en Allemagne. On attribue cette augmentation à la réévaluation du mark par rapport aux autres monnaies européennes, à la hausse des taxes et aux coûts de main-d'oeuvre élevés.

Quant à l'économie est-allemande, après un sérieux recul en 1990 et 1991, elle a connu une croissance de 7 % en 1992. La relance se fait surtout dans les secteurs des services et de la construction. Le secteur de la fabrication commence à se stabiliser, mais la situation y demeure critique : les coûts salariaux sont élevés et il lui est difficile de pénétrer les marchés bien développés et hautement compétitifs de la Communauté européenne et de l'étranger.

La privatisation de l'économie en Allemagne est essentiellement chose faite, les industries de l'État n'employant plus qu'un demi-million de personnes. Durant la période de restructuration intensive, le taux de chômage officiel était d'environ 15 % et ce, malgré les efforts du gouvernement pour le contenir (programmes de formation, retraites anticipées et création d'emplois).

Comme le Canada, l'Allemagne est un pays à très forte vocation commerciale. Même après l'unification, elle a conservé un surplus à son compte marchandises; toutefois ce compte fluctue aujourd'hui entre 25 et 35 milliards \$, comparativement à 150 milliards \$ en moyenne de 1985 à 1990. Contrairement à la dernière décennie, elle a maintenant un déficit courant considérable (près de 50 milliards \$ l'année dernière). En général, les marchés allemands sont ouverts, et le gouvernement est favorable à la libéralisation des échanges et à l'achèvement des négociations de l'Uruguay Round.

La communauté internationale presse l'Allemagne d'abaisser ses taux d'intérêt afin de relancer l'expansion de l'économie européenne. Ces taux ont baissé considérablement depuis le milieu de 1992, et on peut s'attendre à de nouvelles baisses par suite du ralentissement de l'activité économique, du réalignement des hausses salariales aux environs de 3 %, de l'appréciation du mark par rapport aux autres monnaies européennes et d'un resserrement sur le plan financier (principalement sous la forme de taxes plus élevées).

Les taux d'intérêt à court terme ont chuté de 1,5 % depuis l'été dernier et, selon toute probabilité, la tendance se poursuivra malgré le taux d'inflation qui resté élevé et les inquiétudes suscitées par le taux de change mark-dollar. Récemment, le mark est passé d'un sommet de 1,38 pour 1 \$ US à 1,65, et les analystes financiers prévoient un nouveau recul (à 1,80 DM pour 1 \$ US).